



Supplément **gratuit** au Monde libertaire n°1674 **Hebdomadaire de la Fédération anarchiste**

Editorial



Le faste et la superbe d'une passation de pouvoir aux relents d'ancien régime ne changent rien à l'affaire: tel un fauve blessé et donc plus dangereux que jamais, le capitalisme est lancé à l'assaut des ultimes acquis naguère arrachés de haute lutte. Régimes sociaux, retraite, santé, éducation, salaires... Autant de dispositifs promis au concassage par un libéralisme hargneux, qui a fait de la solidarité son ennemi intime. En Grèce, laboratoire de tous les excès, des élections n'ayant pas l'heur de convenir à Merkel, Hollande ou Obama, sont tout simplement retoquées (nouvelle preuve, si besoin était, de ce que le suffrage prétendument universel recouvre en matière de tartufferie, forfanterie et calembredaines). En Espagne, tout comme au Québec, une nouvelle salve de lois s'attaque de façon brutale au droit de manifestation et criminalise à outrance les citoyens ayant l'audace de marquer ainsi leur désaccord vis-à-vis d'une austérité sans concession aucune. Partout où tente encore de s'appliquer le beau principe de solidarité, le libéralisme sort les griffes et montre les crocs. En France, on serait, nous dit-on, comme protégé du seul fait d'avoir assis sur le trône quelque chose comme un soi-disant socialiste. Fadaise! Que banques et agences de notations jettent leur dévolu sur le pays et s'en sera terminé des promesses de campagne. Car c'est, bien entendu, un nouveau représentant du système financier mondial, grand défenseur du Capital et de ses inégalités, que nos concitoyens ont élu. Débarrassés de Sarkozy, il ne tient désormais qu'à eux de jeter aux poubelles de l'Histoire un système politique aussi violent qu'antisocial. Autant dire que la bataille ne fait que commencer!

Occupons nos boîtes !



LA PRÉSIDENTIELLE étant passée, on s'occupe maintenant des choses sérieuses... Entre autres Fralib est sur la sellette, c'est le moins qu'on puisse dire. La semaine dernière la justice examinait la demande du «fabricant de thé et d'infusions» d'expulser les salariés qui occupaient l'usine de Géménos dans les Bouches-du-Rhône. On ne rappellera pas les faits que nous pouvons nommer «cinq ans de désagrégation» sous Sarkozy, bien sûr. Le problème, relations avec les marchés obligent, est qu'il faut conjuguer ça avec la nomination d'un socialiste aux rênes de l'Etat. Faut-il attendre le raz-de-marée rose (viendra-t-il?) pour mettre vraiment tout en branle au niveau social? Bref que tout se décide à l'Assemblée nationale.

Cette «stratégie» qui aurait fait bondir de leurs gonds les fondateurs de la CGT, fait peu de cas de la force qui reste encore aux syndicats.

C'est pourquoi, revenons à nos moutons, que la décision prise d'expulser les occupants de Fralip est une décision chèvre-chou! Tout le monde, patronat comme syndicats, est content. On verra bien avec le temps, disent-ils tous et pendant ce temps-là l'action syndicaliste passe sous la table face aux échéances politiques.

Pourtant! Mettre sous le boisseau la

colère ouvrière ne renforce pas le mouvement social. Mais on oublie les positions de Lénine et consorts qui affirmaient que la classe ouvrière n'était pas adulte, donc qu'il en fallait d'autres pour lui montrer le bon chemin à suivre! En attendant le mouvement syndical français reste, objectivement, l'arme au pied en attendant tout du nouveau leader maximo de la République.

Autre industrie, autres problèmes? On apprend dans les médias que les journalistes sont des travailleurs fatigués. Heures supplémentaires, flux tendu, certes ils ne sont pas toujours à la fête. Ben... avant (?) il y avait les ouvriers du Livre qui partageaient la peine. Maintenant, évolution technique oblige, ils se cognent tout le taf à eux seuls. En gros... exit typographes, photogreveurs et même correcteurs, sans oublier les secrétaires de rédaction

Sûr qu'à faire le boulot de tout le monde ça use! Et en plus le patronat se frotte les mains. Certes le XXI^e siècle voit tout évoluer techniquement. Les tactiques syndicales basées sur les métiers vont aux oubliettes et tout est à réinventer, à construire. Faut-il pour cela tout balancer à la poubelle, certes non. Ne pas oublier le passé pour un autre futur, Chiche!

Sitting Bull

Osons !

LES ACTEURS sont désormais connus (et il est recommandé de s'extasier devant la parité du casting). Premier ministre, ministres et sous ministres, ainsi que leur escouade de conseillers, d'experts, d'« oreilles » sont en place.

Mais la singularité de cette (mauvaise) pièce tient au fait que c'est toujours la même histoire qui se joue depuis des décennies. L'histoire sans fin en quelque sorte. Cela explique pourquoi les militants anarchistes, qui n'ont pas la mémoire courte, aspirent à changer moins les acteurs que le scénario !

« Le changement, c'est maintenant, La rupture c'est tout de suite, Changer la vie... », autant de slogans creux, pitoyables et dérisoires qui durent le temps des campagnes et rejoignent ensuite le cimetière des illusions perdues.

Est-il déraisonnable de dire tout simplement : arrêtez vos conneries, la réalité est ailleurs. Osons tout d'abord l'anaphore, c'est tendance.

La réalité, notre quotidien est là pour le rappeler, c'est le chômage, la précarité, les fins de mois (parfois au 15 du mois) impossibles.

La réalité, ce sont les millions de travailleurs pauvres, les millions de familles qui ne peuvent plus se chauffer ou se soigner correctement.

La réalité, c'est l'exploitation forcenée qui se développe dans certains secteurs comme le bâtiment ou l'agroalimentaire. De véritables sociétés de traite des travailleurs d'Europe de l'Est (payés 3 à 4 euros de l'heure) y prospèrent avec la bénédiction des directives européennes comme la sinistre directive Bolkestein.

La réalité, c'est la casse des services publics, des hôpitaux, la liquidation de la formation initiale et continue (Greta et Afpa), l'autonomie des établissements scolaires ou des universités, gérés comme des petites entreprises.

La réalité, c'est l'arnaque du siècle que constitue le remboursement de la dette.

La réalité, c'est l'austérité de droite, de gauche, à perpétuité.

La réalité, ce sont les 100 milliards annuels de niches fiscales et les dizaines de milliards d'exonérations patronales qui dépouillent la Sécurité sociale.

La réalité, c'est le système bancaire qui continue de spéculer et qui se contrefout des pseudos tentatives de « moralisation » de politiciens cyniques ou niais.

La réalité, c'est une Confédération européenne des syndicats qui non seulement ne fait rien pour les travailleurs grecs, espagnols ou portugais mais accompagne tous les mau-



Manifestation du corps enseignant à Athènes en 2006

vais coups de l'union européenne. Cette Europe vaticane, cette Europe subsidiaire qu'incarne si bien Jacques Delors (le papa de Martine Aubry) et dans laquelle Hollande et Ayrault (élevé à l'école du mouvement des jeunes chrétiens ruraux) se reconnaissent totalement. Cette Europe de Chérèque, évidemment, qui réclame déjà sa place de cogestionnaire de l'exploitation et de colégislateur de l'inacceptable.

Mais la réalité, ce sont aussi des millions de salariés, chômeurs, retraités, étudiants qui refusent en Europe par la grève, l'occupation des entreprises et la manifestation cette barbarie généralisée.

La réalité, ce sont ces centaines de milliers de syndicalistes qui cherchent la voie de la résistance, qui refusent les compromis-

sions des appareils et qui ne sont pas disposés à accepter l'austérité syndicale.

Alors pour tenir compte de toutes ces réalités, osons ! Osons construire une Fédération anarchiste à la hauteur des enjeux. Osons la confrontation d'idées avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte de classe. Osons faire revivre, sous des formes actuelles, l'idéal des Bourses du travail de Pelloutier.

Osons faire vivre le syndicalisme indépendant, le fédéralisme, l'interprofessionnel, les mandats. Osons les luttes. Partout.

Fabrice

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Fralib aux mains de la CGT !



« **L'ENTREPRISE** est désormais sous contrôle de la CGT », affirmaient vendredi 11 mai dernier les salariés de Fralib en occupant à nouveau le site de Gémenos. « Les salariés de Fralib ont repris pleine possession de leur usine et de leur outil de travail, outil que nous avons toujours affirmé protéger pour permettre la mise en œuvre de notre solution alternative », continuaient-ils. Nous l'avons vu dans un précédent numéro du *Monde libertaire*, la justice a récemment validé le nouveau plan social que souhaite établir le groupe Unilever pour l'usine de Gémenos. Depuis, fort de ce feu vert, la direction cherche à déménager les outils de travail pour fermer définitivement le site. L'occupation a donc été décidée par les grévistes afin d'empêcher les cols blancs de mener à bien leur projet. Et ce d'autant que le nouveau président a promis, s'il était élu, de sauver Fralib, sans doute en appuyant l'alternative proposée par les salariés, à savoir la reprise de l'affaire en coopérative. Il faut donc gagner du temps car une fois l'usine démontrée, il n'y aura plus rien à sauver...

Mais la direction n'entendait pas en rester là et, mercredi 15 mai, elle envoie une bande de grosses brutes armées de « cannes de combat » pour tenter de mettre un terme à l'occupation en créant un climat de violence qui serait défavorable aux salariés devant les tribunaux. La présence d'une caméra de France 2 les fera néanmoins déguerpir au dernier moment, avant qu'ils ne puissent s'adonner à leur triste besogne. Ce n'est pas la première fois que la direction paye des nerfs pour inti-

mider et provoquer les grévistes : en novembre 2011, ils avaient envoyé cinq grévistes aux urgences et les pompiers avaient dû intervenir à deux reprises.

Le lendemain, jeudi 16 mai, le tribunal de grande instance de Marseille ordonne l'expulsion des grévistes pour le 1^{er} juin, laissant ainsi un peu de temps aux deux parties pour mener des négociations et trouver une sortie de crise « consensuelle ». En tout cas, les salariés de Fralib n'entendent rien lâcher : « Nous avons laissé ici du sang et de la sueur et il n'est pas question de lâcher quoi que ce soit après bientôt six cents jours de lutte, et surtout pas de laisser partir ou détruire notre outil de travail », déclarait Gérard Cazorra, secrétaire CGT du CE.

Pour l'heure, les grévistes attendent surtout une intervention du nouveau gouvernement dans lequel ils placent bien des espoirs. À tort ? Pas forcément, ce recours étant désormais, dans l'immédiat, la solution la plus favorable aux salariés. Les prochains jours nous diront s'ils avaient ou non raison. En attendant, ils continuent de travailler ensemble sur leur projet de création d'une société coopérative ouvrière de production dont ils vont bientôt présenter le business plan. L'occupation dure toujours, donc, et, pour l'occasion, les travailleurs ont baptisé l'endroit « Espace de liberté, de fraternité et de travail ».

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste



Pour soutenir financièrement les Fralib, vous pouvez commander le film-documentaire de Claude Hirsch, *Pot de thé, pot de fer*, édité par Pol'Art, pour la modique somme de 12 euros. Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.asspolart.com

Casse-toi, pauvre !

EN LANGAGE ADMINISTRATIF, la chasse aux pauvres s'appelle PNRQAD (Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) : le plan est appliqué par les organes de l'État (préfectures, régions, départements, municipalités), coordonné par ses services (agences d'urbanisme, services sociaux, etc.), en association avec le Capital (promoteurs, sociétés immobilières, groupes financiers, investisseurs) et ses sous-traitants (architectes, proprios, agences de communication, etc.) Le but : «Requalifier le PPPI (Parc privé potentiellement indigne)», déterminé à partir de données croisées extraites de quatre fichiers (taxe d'habitation, impôt sur le revenu, propriétaires et propriétés). «La méthode est appuyée sur l'idée qu'un logement vétuste dont l'occupant dispose de ressources modestes a une probabilité plus grande d'être indigne!.»

On commence par jeter les squatteurs à la rue en livrant ceux sans papiers aux services de l'immigration. Les bulldozers interviennent sans que les habitants aient le temps de récupérer leurs affaires, et on n'hésitera pas à les accuser de tout et n'importe quoi. Les immeubles qu'on a laissés pourrir sont rasés au nom de la lutte contre l'insalubrité. À la place, on met un musée ou une piscine, des bureaux, des commerces et des logements plus écolos et plus chers. Les cités sont rebâties selon des plans conçus en fonction des besoins policiers de contrôle et de répression, et la «mixité» assurée en donnant accès au logement social à des familles plus aisées. Les indésirables disparus, on fêtera enfin la «renaissance» du quartier.

À Saint-Denis (93), en février dernier, une femme est morte après s'être fait brûler vive dans le hall de la mairie, n'en pouvant plus d'être avec ses enfants à la rue. Le maire ayant alors déclaré qu'il fallait réquisitionner les bâtiments vides, un collectif a commencé à s'installer dans un immeuble. Dès le lendemain matin, sur ordre du préfet et sur demande du propriétaire – un groupement d'institutions dont la mairie –, ils en ont été délogés par la force. Le collectif s'est invité aux «états généraux du logement» où le maire leur a promis un rendez-vous. Le jour dit, l' élu était absent, mais la flicaille encore présente pour les faire dégager, avec à la clé quelques coups et un procès, pour «violence envers un policier».

Pour ce seul plan lancé en 2009, 87 municipalités ont déposé un dossier de candidature. La Commission chargée d'examiner les demandes juge que «l'ensemble des dossiers d'Île-de-France sont dans la cible du



PNRQAD», et met particulièrement en avant quatre communes de Seine-Saint-Denis : Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen, Montreuil-Bagnolet. L'expulsion du Hanul, plus ancien campement de Roms de la région, en juillet 2010, l'évacuation de Roms par tramway en septembre dernier, ou encore la mise à la rue de centaines d'habitants l'hiver 2010 à Bagnolet et l'été dernier à Montreuil sont autant d'exemples à suivre pour tous ceux chargés d'appliquer ce plan.

Puisqu'on nous «parque» et qu'on nous «cible», nous devons nous défendre. Différents collectifs de précaires, mal-logés, expulsés, sans-papiers, se rencontrent et s'organisent. Les stratégies d'associations (réclamer des lois puis, en cas de «victoire», réclamer leur application...), tout comme les discours des politicards municipaux et des sbires préfectoraux (qui se renvoient la balle tout en se prêtant main forte) les ont convaincus de n'avoir rien à attendre que d'eux-mêmes. Et de compter sur la libre association pour rassembler leurs forces, la solidarité pour répondre aux besoins urgents, et la prise de décision collective pour mener leurs actions.

C'est ainsi que la SGIM (bailleur social qui «valorise son patrimoine» de 15 000 logements²), dont le président est aussi à la tête de Paris Habitat (115 000 logements) mais encore adjoint au logement à la mairie

de Paris, et qui affirme chercher «des solutions si on ne veut pas que Paris reste aux mains de quelques privilégiés», a reçu dernièrement, de la part de non-privilégiés à la recherche de logements, une petite visite qui a animé ses austères bureaux. Le boss étant évidemment invisible, c'est son secrétaire général qui s'est chargé du baratin le temps que les condés se pointent. On se doutait bien qu'il faudrait insister un peu...

Puisque nous sommes nombreux à être concernés, «que se multiplient les formes concrètes de résistance : collectifs de quartier indépendants de ceux qui gèrent les villes, occupations de logements vides, pression sur les conseils municipaux, les réunions de concertation et les bailleurs sociaux, rassemblements et résistances contre les expulsions³.»

Nicolas

Groupe d'Ivry
de la Fédération anarchiste

Le collectif Prenons-la-ville tient une permanence pour échanger des informations sur le PNRQAD et son application les 1^{er} et 3^e lundis du mois de 16h30 à 19h30 au Rémouleur (106, rue Victor-Hugo, Bagnolet, métro Robespierre).

L'homophobie, marque déposée en France

SELON le dernier rapport de l'association SOS Homophobie, dans notre pays, l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie sont bien ancrées dans les rapports sociaux. Les plus de 1 500 témoignages recueillis cette année par l'association constituent la seule référence pour suivre, année après année, leur évolution.

Internet, premier bastion de l'homophobie

Si Internet reste le premier bastion de l'homophobie et de la transphobie, le second est encore plus impressionnant : plus de 38 % de personnes ayant contacté l'association en sont victimes dans leur vie quotidienne, que ce soit dans leur famille, dans leur entourage, dans leur voisinage ou encore au travail. Une homophobie que certaines personnes interrogées seraient presque tentées de qualifier « d'ordinaire » et pourtant la plus difficile à vivre. Les victimes connaissent leurs agresseurs, les côtoient chaque jour, et c'est parfois inlassablement que ces actes homophobes et transphobes se répètent tous les jours. Les répercussions de ces agressions quotidiennes engendrent un mal de vivre profond chez les victimes.

Hausse des agressions sur les lesbiennes et les trans

Les agressions physiques augmentent encore et toujours : les témoignages sont en hausse de 22 % et il faut remonter à 2005 pour en relever autant. Si 47 % des agressions physiques globales sont commises dans des lieux publics, il faut noter l'exceptionnelle surreprésentativité des lesbiennes dans cette triste catégorie. En effet, 70 % des agressions physiques lesbophobes se sont produits dans les lieux publics. Les lesbiennes paient ainsi bien lourdement le prix de leur visibilité dans l'espace public. Par ailleurs, 28 % des personnes trans qui contactent SOS Homophobie font état d'agressions physiques commises à leur encontre, qui revêtent bien souvent une violence extraordinaire. Idem sur les lieux de travail. Selon Élisabeth Ronzier, présidente de l'association : « Au travail, la crise et les difficultés durcissent les rapports sociaux et les employeurs et collègues affichent plus librement leur homophobie. » Le rapport détaille également les manifestations de l'homophobie. Dans la moitié des témoignages recueillis par SOS Homophobie, ces agressions se manifestent par des insultes. Dans



19 % des cas par du harcèlement et dans 13 % des cas par des agressions physiques.

Quelques témoignages

Le rapport publie également de nombreux témoignages issus des signalements reçus par l'association. Maxime, 17 ans, subit du chantage sur Facebook par l'un de ses contacts. Ce dernier menace de publier une photo de lui encadré en rouge avec écrit « pédale » si Maxime ne lui donne pas 20 euros. Il a décidé de porter plainte avec l'appui de sa mère. Adrien est fatigué par le harcèlement qu'il subit de la part de son gardien d'immeuble qui lui balance régulièrement à la figure : « Je ne suis pas un pédé, moi. » Paul et Adam, 19 ans, étaient en train de manger dans un restaurant rapide parisien lorsqu'un vigile s'est approché d'eux pour leur demander d'être plus « discrets ». Ils se tenaient par la main, et se faisaient quelques caresses sur la joue... Traité à l'hôpital pour une maladie infectieuse, Mathieu est assis dans la salle d'attente au côté de son petit ami. Quand le médecin les invite à le suivre, une femme

s'interpose pour les traiter de « sales pédés », les accusant de « ramener le sida ». Et tutti quanti.

Un manque flagrant d'information

Face à cette augmentation des agressions, SOS Homophobie préconise le retour des actions de prévention, d'information, de sensibilisation à destination du grand public dans son intégralité (élèves, étudiants, enseignants, professionnels du secteur privé, du secteur public, etc.). Il est urgent que le quotidien de ces trop nombreuses victimes puisse enfin s'améliorer et gagner en sérénité, afin qu'elles puissent vivre librement leur orientation sexuelle et leur identité de genre comme n'importe quel être humain. Les anarchistes ne peuvent qu'être solidaires d'une telle revendication qui relève de leur engagement à lutter pour la liberté et l'émancipation de tous les individus.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 24 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Jean Luc Porquet est notre invité, il est l'auteur de *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu*. Nous évoquerons aussi ses rubriques dans *Le Canard enchaîné*.

Radio Goliard [s] (16 h 30) Retour sur la révolution française: débat autour du livre *Pour quoi faire la Révolution ?* publié aux éditions Agone. Avec: Guillaume Mazeau, l'un des auteurs et Aurore Chéry, doctorante en histoire moderne.

Si vis pacem (18 h 00) Les médias pacifistes et la guerre d'Algérie. Invités: des historiennes de la Sorbonne.

Vendredi 25 mai

Les oreilles libres (14 h 30) Le droit d'auteur (sur la nécessité de son évolution au regard de la création contemporaine) et l'utilisation du terme piratage.

Samedi 26 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttons et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres...

Dimanche 27 mai

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne, la parole aux personnes qui en sont exclues.

Lundi 28 mai

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Je suis une ville (13 h 00) L'artiste peintre Laurent Melon évoque son ouvrage *Hugorama, la Légende des siècles*, paru aux Éditions libertaires.

Trous noirs (16 h 00) Sur les chemins des Andes, Sébastien Jallade a rencontré des paysans quechuas, des artisans, des mineurs, des animateurs d'une radio communautaire... Il évoque avec nous son livre *Espíritu Pampa*.

Mardi 29 mai

Attracaille (11 h 00) Art en marge.

Pas de quartiers... (18 h 00) L'association culturelle Anartsène nous parlera d'anarchie, de culture, avec des textes et des chansons aussi.

Paroles d'associations (19 h 30) *Des Quais à la scène*, spectacle qui se joue tous les jeudis au théâtre Bourvil. Avec Elina Dumont, auteur et comédienne.

Mercredi 30 mai

Blues en liberté (10 h 30) Memphis Slim.

Femmes libres (18 h 30) Avec Mariane Le Morvan, auteure de la première biographie de Berthe Weill. Historienne de l'art diplômée de la Sorbonne, elle est la première à s'être intéressée au rôle oublié de la galeriste.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

**Le chômage 
c'est la misère
le salariat c'est
l'exploitation !**

Fédération anarchiste rue Amelot 75011 Paris

Autocollant disponible à la **Librairie du Monde libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour ceux n'habitant pas Paris, ils peuvent envoyer un chèque à l'ordre de « Publico » à l'adresse ci-dessus. 1,50 euros les 50 autocollants !

AGENDA

Salons du **livre libertaire** d'ici et d'ailleurs

Montréal (Canada)

Ni dieu ni maître! Ni patron ni frontière! No gods, no masters; no bosses, no borders!

Le Festival de l'Anarchie prendra place au mois de mai, avec des événements reliés à l'anarchisme, dans plusieurs lieux publics de Montréal. Le Festival de l'anarchie, dans le cadre du Salon du livre anarchiste de Montréal (29 au 29 mai) est l'un des plus importants événements du genre en Amérique du Nord. info: www.salonanarchiste.ca

Vendredi 25 mai

de 14 heures à 23 heures

Samedi 26 mai

de 10 heures à 18 heures

Dimanche 27 mai

de 10 heures à 18 heures

Barcelone (Espagne)

110^e anniversaire de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone

Vendredi 25 mai

19 heures. Radio RSK (107.10) «Ça pourrait être pire», émission enregistrée en public avec d'autres radios alternatives pour les 110 ans de l'Athénée. Centre civic Can Basté. 274, passage Virrei Amat.

Vendredi 1^{er} juin

19 heures. Vernissage de l'exposition «110 ans d'Athénée, 110 ans de combat pour la connaissance et l'explosion» qui restera ouverte tous les après-midi jusqu'au 16 juin. Residencia d'Investigadores – CSIC – 64 rue Hospital.

Mardi 5 juin

19 heures. Conférence/débat, «L'cole moderne au Brésil: éducation anarchiste hier et aujourd'hui». Ateneu Rosa del Foc, 5 rue Robi, baixos B.

Jeudi 7 juin

19 heures. Deux conférences/débats «Joan Amades à l'Assemblée encyclopédique populaire», et «Les Amis du soleil. Naturisme hier et aujourd'hui». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

Mardi 12 juin

19 heures. «Le coopératisme aujourd'hui» Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

Jeudi 14 juin

19 heures. «Reclus vers la fusion Nature/Ville». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital. Pour tout contact: Centre de documentation historique et social, 26, Passeig Sant Joan – 1, r, 08100. <http://ateneuenciclopedicopopular.org>

Mardi 29 mai

Rennes (35)

20 heures Soirée débat Travail, production, consommation: quelles alternatives au capitalisme? Projection d'un documentaire sur une Amap autogérée en Seine Saint Denis (Court Circuit) et d'extraits du documentaire «Les sentiers de l'Utopie» (J. Jordan, I. Fremeaux, 2011). Organisé par le groupe libertaire La Digne Rage. A la Vie Enchantée, 18 quai E. Zola.

Jeudi 7 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal Fakir basé à Amiens, mais aussi collaborateur au Monde diplomatique et reporter de l'émission Là-bas si j'y suis sur France Inter. Nous y parlerons aussi de «Leur grande trouille, journal intime de mes pulsions protectionnistes!» (Les Liens qui libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire. Bibliothèque Sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 8 juin

Paris XVIII^e

19h15. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème: Peut-on se passer de la monnaie? Au local La Rue, 10, rue Robert Planquette (3e à droite en montant la rue Lepic depuis le métro Blanche). M^o Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Samedi 23 juin

Paris XI^e

16 heures. Claudio Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. M^o République ou, Entrée libre et gratuite.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à: administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte

4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.